Après les municipales, paysages de crise

lundi 16 mars 2026, par Denis COLLIN

68 % des communes avaient une liste unique. 25 000 communes ont moins de 1000 habitants. Les listes de ces petites communes sont souvent des listes uniques ou des listes « apolitiques ». Il est donc difficile de tirer des enseignements catégoriques des élections municipales qui se sont tenues le 15 mars 2026. Sauf à mettre hors circuit cette France des campagnes et des bourgs, tous ces gens ordinaires qui n'intéressent pas les commentateurs de la presse et des chaînes de télévision ou d'internet, bref tous ceux qui partagent l'opinion de Mélenchon sur la France rurale, « laissez tomber »…

La seconde donnée à prendre en compte est l'abstention, qui ne concerne pas seulement les listes uniques où le résultat était connu à l'avance. Ainsi, l'abstention atteint 42 % en moyenne contre 36 % en 2014 (les élections de 2020 en pleine hystérie covidaire ne peuvent servir de référence). L'abstention dépasse les 53 % en Seine Saint-Denis avec des pointes à plus de 57 %, comme à Saint-Denis. Plus de 62 % à Roubaix, plus de 63 % à Toulouse, etc. Il semble d'ailleurs que l'abstention soit la plus forte dans les bureaux populaires.

Ces données confirment les observations des dernières années qui conduisent à acter une sorte de sécession des Français d'avec une classe politique dans laquelle ils ne placent plus aucune confiance réelle.

Pour le reste, et en tenant bien compte des remarques précédentes, on notera un renforcement de l'implantation du RN, dont un certain nombre de maires sont élus ou réélus dès le premier tour. Dans le bassin minier du Pas-de-Calais, à part Lens, qui reste « socialiste », le RN, qui tient déjà solidement Hénin-Beaumont, commence à rafler toutes les communes environnantes. Le RN menace Payan à Marseille. Pour les « Verts », ce fut plutôt une mauvaise journée. Ils doivent considérer Strasbourg comme perdue au profit de Catherine Trautman, Grenoble risque fort de (re)passer à Alain Carignon. À la surprise générale, Doucet pourrait cependant conserver la mairie de Lyon. La situation est également incertaine à Bordeaux. Beaucoup de commentateurs parlent d'un renforcement, voire d'une « percée » de LFI. C'est très exagéré : LFI consolide ses positions là où elle est forte (comme en Saine Saint-Denis ou à Roubaix) mais ne réussit aucune percée. Les préfectures moyennes et les sous-préfectures restent indifférentes à LFI (par exemple 5,4 % à Évreux, 6,1 % à Auxerre) et il n'en va guère mieux dans des villes plus grandes (7,7 % à Dijon), même à Marseille, Delogu (député) fait tout juste 11 %. Les macronistes sont à la peine et le PS poursuit sa dégringolade, sauf conditions locales exceptionnelles. La gauche unie à Évreux est à 15 % (ville de gauche), jadis, un peu plus de 26 % à Lille. À Avallon, la maire Djemila Habsaoui est élue au premier tour avec l'étiquette « divers gauche » et non plus socialiste, et ce, malgré les basses manœuvres dont elle a été victime et les mauvais coups portés par un ex-socialiste passé à « Horizons », le sieur Caulet.

Au total, la décomposition du « paysage politique » se poursuit sans qu'une réelle éclaircie ne se manifeste. Ces élections mettent en évidence le désintérêt des électeurs pour des communes qui ont été progressivement vidées de leur substance derrière l'empilage des institutions du type communautés d'agglomération, métropoles ou communautés de communes, sans oublier les pays et autres gadgets de la même farine. Ajoutons à cela les mandats interminables (les prochaines municipales auront lieu dans sept ans !) et on voit l'immense chantier qui s'ouvrirait pour les défenseurs de la démocratie et donc de la souveraineté populaire.